

apl

INFORMATIONS
REGIONALES

n°10 13 Dec 2F

MANIFESTATION LAVING - GLACE



JEUDI 17h30 à la GARE SNCF

SOMMAIRE

OUVRIERS

Laving Glaces : une semaine décisive.....	P. 3-7
Les dockers et l'A. P. L.....	P. 7-8
Lettre ouverte de l'APL à M. Labbé - GGT doc.	P. 8

QUARTIERS

Nantes Nord : répression.....	P. 9-11
"Démo-cratie locale" se rebiffe.....	P. 12

PRESSE

Information : ce n'est qu'un débat, le combu contina !	P. 13-15
Rouge.....	P. 15
Thiriet Cattin : la rocade (radio libre 44) ..	P. 15

FICHAGE - ECOLE

Fiche P. M. I.....	P. 16
Projet GAMIN.....	P. 17
Maisons familiales.....	P. 17-18
Réflexions d'enseignants.....	P. 19
Parlez Breton.....	P. 19

INTERNATIONAL

Collectif anti-répression, peuples en lutte..	P. 20-22
Halte au racisme.....	P. 23

DIVERS

Inorganisés.....	P. 22
Courrier Chili, jazz, théâtre, livre, CRIN...	P. 24

Du 6 au 17 décembre

EXPO PHOTO sur l'URSS 1917-77 à la
librairie 71.

Du 12 au 18 décembre

Redon - semaine ANTI-NUCLEAIRE
(voir page 24).

Mardi 13 décembre

- "La sexualité est-elle interdite
aux jeunes" DÉBAT à la MJEP de St Nazaire.

- Réunion FEMMES - groupe quartier
contact à la librairie 71.

- LAVING-GLACES : réunion du comité
de soutien à 19 H 27 bd de Stalingrad.

- CRIN réunion centre social de la
Bottière à 21 heures.

Mercredi 14 décembre

- CINEMA : salle Vasse 20 H 30 "La
belle et la bête" de Cocteau - débat avec
Alekan.

salle Vasse 22 H 30 : "La
tendresse ennemie" de Ophuls.

- Présentation du livre sur la bio-
graphie de Churchill à 16 H librairie 71
(voir p. 24).

Jeudi 15 décembre

MANIFESTATION DE SOUTIEN A LAVING
GLACES à 17 H 30, gare SNCF.

- JAZZ salle Vasse (voir P. 24).

vendredi 16 décembre

- Rencontre ouvriers/paysans orga-
nisée par le comité de soutien de Laving
Glaces (voir page 5).

- LAVING-GLACES réunion du comité
de soutien à 18 H 27 bd de Stalingrad.

- LA GRANDE MUETTE - montage au-
dio visuel du collectif "Tout va bien"
20 H 30 au centre social de la Bernardière,
rue de Dijon. (saint Herblain)

- "Géranium" groupe progressif
FOLK ALSACIEN à la MJEP de St. Nazaire
à 15 heures.

Samedi 17 décembre

- contre les jouets guerriers,
MANIF drôle à 15 H 30 place du Change.

Samedi 17 et dimanche 18 décembre

WEEK-END FEMMES (Cr. apl N° 9)
s'inscrire chez R. Livet 14 place Viar-
me à Nantes, crèche prévue, rendez-vous
17 heures à Ricordeau.

Mardi 20 décembre

ROUGE quotidien : réunion des
lecteurs à la M. J. de la Géraudière,
20 H 30.

CALENDRIER

Laving-glaces :

une semaine décisive

25 ème jour de grève, samedi. C'est donc la quatrième semaine de grève. Mais cette semaine a été très importante pour les Laving-Glaces, à plus d'un titre : le comité d'établissement qui s'est réuni mardi a proposé le licenciement des deux délégués CFDT.

Aussitôt, loin de se démobiliser, les grévistes renforçaient leurs moyens pour tenir : l'assemblée générale du lendemain fut une des plus vivantes depuis le début où elle décida notamment la création du comité de grève, le tirage d'une affiche, l'appel à une manifestation...

Le C.E. Unanime!!

Après deux heures et demi de réunion, ce fut le verdict du C. E. et la demande de licenciement des deux délégués.

Réunis rue de Sévigné, à la direction locale de Laving-Glaces, les trois membres du C. E. dans une belle unanimité, croyaient ainsi porter un grand coup à la grève ; les trois membres : le patron évidemment, mais aussi les deux délégués CGT.

La dernière élection du C. E. remonte effectivement avant la naissance de la section CFDT.

Pour les grévistes, ce vote unanime était quand même une surprise. C'est vrai que la CGT, c'est la maîtrise, qu'elle ne fait pas grève, mais de là à voter le licenciement de deux délégués CFDT...

"La liberté du travail, ça existe, vous n'avez pas le droit de nous empêcher de travailler !", "LEPAGE, c'est un faignant, c'est normal de le licencier !" "vous faites grève pour rien du tout !"

Habituellement, ce sont plutôt des phrases patronales, ici, à Laving-Glaces, ce sont des phrases cégétistes.

En plus, la réunion du C. E. ne leur a pas semblé suffisante pour déverser toute leur haine. Après l'alliance avec les patrons, c'est du côté de Waldeck-Rousseau, qu'ils comptent chercher des appuis : les deux délégués CFDT

viennent de recevoir une convocation à la police.

Il semblerait que c'est suite à une plainte déposée pour coups et blessures et une pétition condamnant les grévistes, que la CGT Laving-Glaces n'a sûrement pas été la dernière à signer.

De toute façon, cette tentative de démobiliser les grévistes a été un grand échec, bien au contraire :

"un syndicat, si on lui coupe la tête, il doit continuer à vivre !"

Dès le lendemain, la riposte des grévistes était ferme : tôt le matin, à une dizaine, ils encerclent la camionnette de Laving-Glaces qui amène le matériel de travail pour les jaunes et les cégétistes.

Devant le nombre, la camionnette est obligée de repartir. Les flics débarquent à 15 mais n'interviennent pas.

Les actions de récupération de matériel, comme au début de la grève, reprennent.

Dans l'après-midi, une assemblée générale est convoquée et les 3/4 des grévistes s'y retrouvent, malgré les difficultés de tenir une réunion un mercredi, à cause des problèmes de garde d'enfants.

L'annonce du verdict du C. E. écoeure tout le monde et chacun voit mieux que le conflit va durer et qu'il faut s'organiser.

Des petits problèmes éclatent entre les grévistes : on ne fait pas 20 jours de grève, en recevant des coups de poignards dans le dos, sans être énervés !

"On a découvert une maladie, il faut trouver le remède !", intervient un gréviste et propose de mettre en place un comité de grève.

Pour deux raisons : les deux délégués sont débordés, fatigués et inévitablement ne peuvent plus bien voir tous les problèmes qui se posent. Beaucoup voient bien qu'il faut absolument éviter une coupure entre les responsables et les grévistes.

Ensuite, sur le chantier, la majorité sont des femmes et les deux délégués sont des hommes.

"Ici, c'est l'homme qui décide, et la femme qui obéit !" disent plusieurs. En même temps, il n'est pas normal que la grève repose seulement sur deux personnes.

Ainsi, se met en place le Comité de grève : un homme et sept femmes. Les gens se sont proposés spontanément.

Les choses ont changé depuis sa mise en place : dans les locaux occupés, de grandes affiches font le point des différentes tâches : ravitaillement, popularisation, collecte, Assemblées-Générales, propositions du comité de soutien, tout le monde est immédiatement au courant.

Des responsables de chaque tâche ont été désignés par les grévistes.

Ce qui a le plus changé : beaucoup de femmes maintenant prennent les choses en main, participent activement à la grève. "On parle du problème des enfants, maintenant en Assemblée Générale".



Les assemblées générales se tiennent deux fois par semaine, et le Comité de grève annonce comment se sont déroulées les tâches qu'il s'était fixées.

Pour beaucoup, la mise en place du Comité de grève, c'est une grande victoire et surtout une arme importante pour tenir longtemps.

RENFORCER LA MOBILISATION

Plusieurs initiatives ont eu lieu au cours de la semaine, avec le Comité de soutien, qui avec les bras supplémentaires qu'il apporte, permet de prendre de plus larges initiatives.

Tout d'abord, intervention au stade M. Saupin, samedi dernier et juste après, devant certains cinémas.

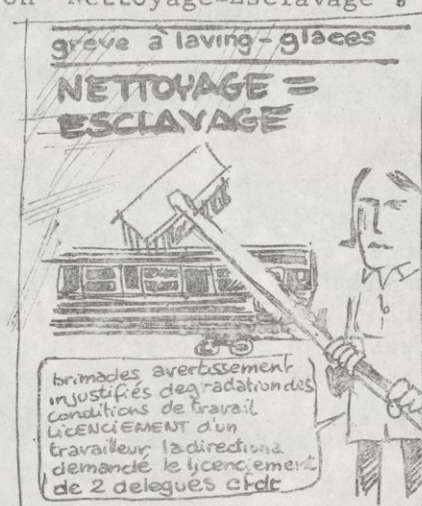
Une collecte a été organisée à la M. A. N. dans la semaine avec des grévistes. L'accueil fut très chaleureux, d'autant que déjà des gars de la MAN avaient apporté leur soutien en donnant à Laving-Glaces la journée de salaire du 1er décembre, à laquelle ils avaient refusé de débrayer.

Le samedi, une intervention est prévue sur le marché de la Petite Hollande.

En plus, la délégation des grévistes est allée prendre contact avec les travailleurs de Laving-Glaces à Saint Nazaire. 150 personnes chez Laving-Glaces là-bas, dont 80 sur le chantier de nettoyage de la SNIAS.

Une rencontre a eu lieu avec des gars de la SNIAS qui vont faire une information au personnel et exiger de la direction Laving-Glaces, l'ouverture de négociation à Nantes.

En même temps, le comité de soutien sort, avec les grévistes une affiche de popularisation "Nettoyage-Esclavage".



UNE MANIFESTATION EST APPELEE JEUDI A 17 H 30 A LA GARE S. N. C. F.

par l'Union locale CFDT d'une part, par la section de Laving-Glaces et le comité de soutien d'autre part.

Cette manifestation est d'un enjeu important pour la grève : elle doit montrer où en est le soutien effectif des nantais aux Laving-Glaces.

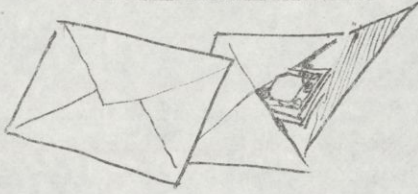
" REVENEZ APRES LA GREVE, PARCE-
QU'IL Y AURA BEAUCOUP DE DEBAUCHES,
ET APRES ON REEMBAUCHERA "

C'est ce qu'a répondu la direction de Laving-Glaces à une personne qui venait chercher du travail.

Cela montre bien que la direction

utilisera tous les moyens pour casser le mouvement et démanteler l'organisation syndicale combattive. Toujours aucune négociation d'ouverte.

JEUDI SOIR
LES PATRONS
VIENNENT
PAYER LES
JOURS DE
TRAVAIL DE
DECEMBRE



VA PAS
INTERET A
OUBIER LA
PRIME DE
FIN D'ANNEE

ON N'EST PAS A UNE
SEQUESTRATION PRES

SI JAMAIS ON ETAIT
SEQUESTRES VOUS NOUS
DONNERIEZ QUAND MEME
A MANGER ... ALLEZ...

UN CASSE-
DALLE AU
CANIGOU!
RIEN D'PLUS

Le principal est donc bien de renforcer la lutte. Le comité de grève d'un coté, le comité de soutien de l'autre sont deux armes très importantes pour imposer un rapport de force conséquent.

La manif de jeudi, le soutien financier, le contact avec d'autres chantiers de nettoyage doivent, s'ils sont tous des succès, permettre aux nettoyeurs de wagons de gagner.

manifestation

SOUTIEN A LAVING GLACES

JEUDI 15. 17h30

DEVANT LA GARE SNCF.

Prochaines Réunion
du Comité de Soutien
MARDI 13 19h
27 bd Stalingrad
(Laving-Glaces)
VENDREDI 16 19h
même endroit

paysans

Des Paysans Travailleurs apportent un grand soutien à la lutte depuis le début.

Rassemblés dans le comité de soutien, ils ont déjà proposé plusieurs initiatives, et les légumes, oeufs, lait arrivent par cajots, bidons, dans les locaux où se fait la distribution aux grévistes selon les charges familiales de chacun.

Un dimanche à la campagne dans une ferme, a été proposé pour les gosses de grévistes, mais aussi pour permettre de plus grands échanges entre les ouvriers et les paysans.

Les paysans ne veulent pas apparaître comme de simples épiciers. Aussi, dès lundi, des grévistes vont aller sur une exploitation faire l'arrachage de légumes, ce qui permettra aux ouvriers de se rendre compte directement du travail dans les campagnes.

La projection d'un montage sur la rente foncière est proposée dans les jours qui viennent ; pour beaucoup, c'est la première rencontre avec des paysans, avec les problèmes de la campagne.

"ils sont venus voir nos conditions de travail, il faut qu'on aille voir les leur..."

le comité de soutien
organise une rencontre
OUVRIERS - PAYSANS travail
leurs autour d'un montage
sur la **RENTE**
FONCIERE
(fait à l'initiative du
Collectif-Amenagement)

CENTRE SOCIAL DE LA PILOTIERE
Route de PARIS, face aux
Batignolles.

Vendredi 16 dec
20h30



LA C.G.T DE PLUS EN PLUS À L'AVANT-GARDE DU . . . SABOTAGE DE LA GRÈVE

Qu'on se rappelle les différentes étapes :

- La CGT Laving-Glaces (surtout la maîtrise), continue à travailler, fait "copain-copain" avec le patron.

- La CGT Port et Docks (dont dépend Laving-Glaces), avec à sa tête le permanent Labbé, agresse le piquet de grève, exigeant que la liberté du travail soit respectée !

- Le 1er décembre, la CGT chemins, au cours d'un meeting traite la grève de Laving-Glaces d'aventure menée par des gauchistes irresponsables. Au paravant au cours de la collecte à la cantine SNCF, organisée par la CFDT, pas un responsable CGT ne donne un centime.

Le 3 décembre, dans un communiqué à la presse locale, la fédération CGT Ports et Docks dénature le conflit, les revendications, tente maladroitement de récupérer le conflit, et "met en garde les travailleurs du nettoyage contre certains éléments" !

- Mardi dernier, les deux délégués CGT Laving-Glaces, au C. E. votent le licenciement des deux délégués CFDT !

- Vendredi, l'Union Locale CGT, dans un communiqué à la presse, parle de divergences sur les formes d'action à Laving-Glaces entre CGT et CFDT (si on peut appeler "divergences sur les formes d'action" le fait de faire grève par la CFDT, de briser la grève par la CGT !), condamne l'attitude au C. E. de la CGT Laving-Glaces, mais c'est un peu tard : l'U. L., tout en ayant été personnellement avertie avant le C. E., par l'U. L. CFDT que les délégués CGT risquaient d'avoir une attitude bizarre, n'a pas apparemment cherché à convaincre ses délégués de changer d'attitude.

De plus, dans son communiqué, l'U. L. CGT ne parle à aucun moment des revendications, et encore moins d'un soutien à la lutte ! Faut le faire, après 25 jours de grève !

A un délégué CGT d'une usine qui demandait à un permanent de l'U. L. CGT ce qu'il fallait faire, il lui

était répondu :

"Vous mouillez pas trop à faire des collectes ! Faites une affichette de soutien, mais n'organisez pas la collecte !"

Cela montre bien l'attitude actuelle de la CGT à Nantes. Après avoir mis tout son poids dans la balance pour briser la lutte, elle recule en apparence (communiqué de l'U. L. CGT, CGT SNCF qui appelle à la collecte), mais pour mieux poignarder : même quand la CGT signe des appels à participer à la collecte, elle refuse de les prendre en main comme c'est le cas à la SNCF.

Son apparent recul est sûrement du aux contradictions qui doivent éclater, à propos de Laving-Glaces, un peu partout dans les sections CGT.

Sûr que ces contradictions ne peuvent que s'amplifier dans la semaine à venir !

L'Union Locale CFDT, qui soutient la lutte depuis le début, ne manque pas de dénoncer l'attitude de la CGT.

Dans son tract d'appel à la manif de jeudi, elle titre un paragraphe :

LA C. G. T. COMPLICE

"Non seulement la direction refuse de discuter, mais maintenant elle veut licencier les deux délégués du personnel CFDT. Pour se faire, elle a réuni le Mardi 6 décembre, un Comité D'Etablissement.

La C. G. T. qui est seule représentée dans le C. E. a voté, avec la direction, le licenciement.

Cette attitude est inqualifiable de la part d'une organisation qui prétend mener un combat de classe, d'autant plus que l'Union Locale CGT avait été prévenue plusieurs jours auparavant.

En fait, comme la direction, elle veut le démantèlement de la section CFDT qui est trop gênante et qui regroupe tous les ouvriers alors qu'elle ne représente que la maîtrise.

C'est de la collaboration de classe.

CES FAITS ONT DONNÉ AUX TRAVAILLEURS EN GRÈVE UNE RAISON SUPPLÉMENTAIRE DE POURSUIVRE L'ACTION. "

.../...

L'Union Locale C. F. D. T. n'y va pas de main morte, surtout dans un tract qu'elle doit tirer à 15 000 exemplaires pour Nantes.

Son attitude, en plus, contraste avec son attitude habituelle qui, dans les Pays de Loire, a souvent été de privilégier l'unité d'action avec la C. G. T.

Est-ce là, une conséquence de la cassure de l'Union de la Gauche et du conflit Dubigeon ?...

- enquête A. P. L. -

LES DOCKERS...

et L'APL

Dans les deux derniers numéros de l'APL, nous avons eu l'occasion de parler des dockers de Nantes, au sujet du conflit Laving-Glaces, et au sujet de l'accident mortel aux billes de bois, sur le quai.

La CGT mécontente ?

Lundi dernier, un coup de téléphone reçu par l'A. P. L. dans la matinée nous disait à peu près ceci :

"Je suis un docker CGT, sympathisant de l'APL. Une réunion s'est tenue ce matin : ils sont furieux de vos papiers, et vont venir vous casser la gueule".

Nous pensons qu'il s'agit d'un canular. Il y a néanmoins une autre hypothèse. Le permanent CGT des dockers, mis en cause par nous - et nous n'avons rien à retirer - est mécontent, nous le savons.

L'attitude de ce syndicat contre la grève des nettoyeurs de wagons nantais, et la dénonciation publique de cette attitude, par la CFDT et donc notre journal, sont remontées jusqu'à Marchais.

Il n'est donc pas impossible qu'une volonté d'intimider l'APL, soit par une "visite", soit, plus probablement par un coup de téléphone tel que celui que nous avons reçu, ait existé.

Face à cette éventualité, notre position est claire : en face d'une attaque éventuelle contre l'A. P. L., qu'elle vienne de l'extrême droite ou d'ailleurs, nous ne sommes pas impressionnés.

Nous prenons nos dispositions dans la mesure de nos modestes moyens. Si par contre, le permanent des dockers conteste tel ou tel point de nos articles, s'il veut dialoguer ou s'exprimer

dans nos colonnes, il n'y a aucun problème.

Sur le fond, concernant Laving-Glaces et la suite de cette affaire, on peut se reporter à l'article ci-dessus.

Concernant l'accident aux billes de bois, qui met en cause la société Loire Stevedors, et surtout le travail au rendement - véritable course à la mort - nous sommes retournés voir notre correspondant.

Il nous confirme que l'ensemble des informations publiées sont vraies, mise à part deux erreurs : six tonnes au lieu de 10 tonnes pour une grue ; "Troncs" pour "tas" dans une phrase décrivant le travail dans un bateau d'engrais, et non aux billes.

Par ailleurs, on a pu nous donner les détails suivants : l'APL relatant l'accident avec dessin en première page, était entre les mains des contremaîtres lundi matin. Ils râlaient.

Par contre, un jeune docker, ami de Pierre Agresta, l'homme qui est mort écrasé, a affiché l'article, le même jour, devant tout le monde, à la cantine des dockers.

Enfin, la réunion du C. H. S. - hygiène et sécurité - concernant l'accident mortel s'est tenue avec, sur la table le numéro de l'APL et l'article de Presse Océan.

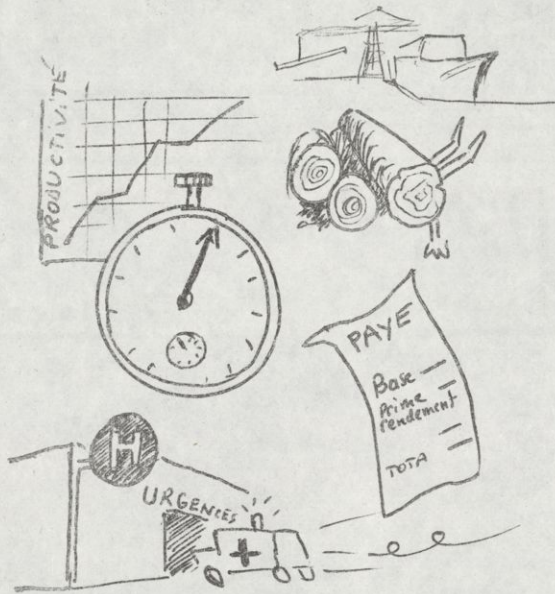
Le travail sur le port

S'il est malheureusement vrai qu'il existe une course au fric et donc une certaine acceptation du rendement, celui-ci est quand même remis en cause par bon nombre de dockers.

Seule une minorité paraît y être

vraiment attaché

Des militants connus du PCF sur le port ont dit : "Bon, qu'on supprime le travail aux pièces, pourquoi pas si la paye reste bonne".



Il faut savoir que les 400 dockers de Nantes déchargent deux types de produits.

Sont payés au forfait (à la journée, quelle que soit la cadence) : les phosphates, le soja, les arachides, le blé, l'avoine, c'est à dire ce qui est en vrac à fond de cale, et les "bateaux divers" (caisses etc...)

Sont payés au rendement : les billes de bois, les agrumes, et les palettes, cerclées avec des feuillards, sont dangereuses aussi.

Enfin, il y a les containers, avec le sucre, le cacao, le café etc... Ca se fait peu à Nantes par cette méthode, contrairement au Havre ou à Fos par exemple, qui sont largement équipés en engins spéciaux.

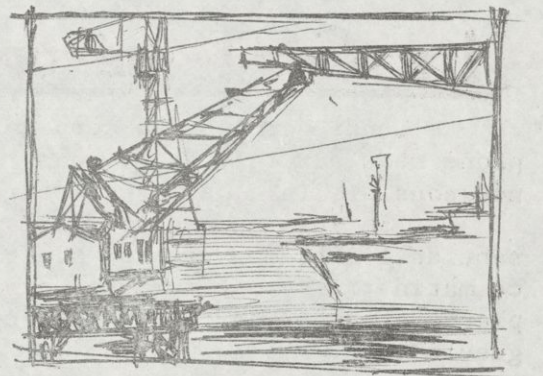
Le port de Nantes accueille difficilement les 20 000 tonnes d'un porte-containers, mais en moyenne des cargos plus petits, 12 / 13 000 tonnes.

D'ailleurs, le trafic tend à se déplacer, avec de plus en plus d'activité plus bas vers l'embouchure : Lavau, Monoir.

Là, travaillent les dockers de Saint Nazaire, qui sont un peu moins de 100.

Nous espérons pouvoir continuer une chronique régulière des travailleurs du port : d'accord ou pas d'accord avec ce que nous écrivons, à vos plumes.

- enquête APL -



à M. Lallé, C.G.T. dockers...

Camarade,

Nantes, le 10 décembre 1977

Comme tu le sais, nous avons publié dans notre journal plusieurs articles concernant les dockers. (les billes de bois et Laving Glaces).

Nous croyons savoir que ces articles ont suscité des réactions hostiles chez quelques dockers, dans la C. G. T.

La conception de la liberté de l'information qui est la nôtre est la suivante : nous publions sans auto-censure, les faits qui nous paraissent utiles au combat des travailleurs.

Nous ne craignons pas les pressions, quelles qu'elles soient.

Mais nous sommes prêts à publier un démenti, une critique ou une réponse, même si elle doit nous mettre en cause.

Nous sommes prêts également à discuter avec tout représentant du syndicat CGT des dockers qui le souhaitent.

On peut nous joindre au 76.26.33, et à notre local, qui est ouvert à tous, quand l'intention est la discussion : 26 bis boulevard R. Schumann.

A. P. L.

nantes - nord : REPRESSION

ANTI-JEUNES

« L'ECLAIR »
OBSCURCIT

LES P'TITS MOULOTS
REPLIQUENT

Le 2 décembre 1977, "L'Eclair" publiait l'article suivant après "la mise à sac" du local de l'action éducative.

"Un gamin qui brise délibérément ses jouets ou qui déchire ses vêtements pour le seul plaisir de le faire mérite une correction. Sur le champ ! On ne cherchera pas midi à 14 H pour le faire.

A plus forte raison devrait-il en être de même pour des adolescents de 15 à 17 ans qui détruisent - pour se désennuyer" - les locaux mis à leur disposition pour leurs loisirs !

Cela est tellement dans la nature des choses que plusieurs de ces jeunes délinquants se sont étonnés de ne pas se retrouver en prison.

D'autant plus qu'ils sont tous récidivistes, déjà !

C'est même à se demander si leur libération hâtive ne gêne pas certains. Les copains ne risquent-ils pas de les trouver suspects pour avoir obtenu une telle clémence ?

Ils étaient 11 de la Petite Sensive à Nantes, 10 garçons et une fille, qui fréquentaient le local du Centre d'action éducative. Tous sont connus de la justice et le plus âgé, 17 ans et demi, a même été condamné à 9 mois de prison avec sursis pour cambriolage.

Pourquoi ont-ils mis à sac le bâtiment où ils organisaient leurs réunions ? Ils ont brisé les vitres, arraché les fenêtres et les portes, cassé le matériel, brûlé tout ce qui le pouvait.

Plusieurs dizaines de milliers de francs de dégâts !

Pourquoi ? "Pour s'amuser" ont-ils avoué. Pour se défouler ! "

Les jeunes n'acceptent pas cette version des faits et dans leur journal : "Le Petit Moulot", ils s'expliquent à la population :

"Certaines personnes, parcequ'elles ont le titre, se permettent de déformer la réalité dans un article mensonger.

Nous voulons rétablir l'équilibre car un article comme celui-ci nous paraît faux et son auteur mélange plusieurs faits importants, de plus il n'est pas signé.



LES MENSONGES :

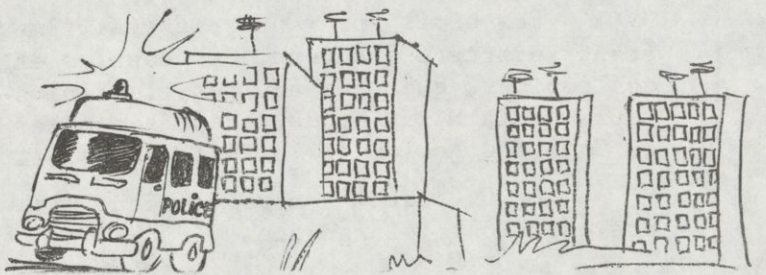
Ca parle des jeunes de la Petite Sensive alors que les jeunes viennent aussi des quartiers de la Morhonnaire et du Bout des Pavés.

Les locaux ne sont pas mis à leur disposition mais au contraire ils étaient fermés depuis septembre 76 après le licenciement des éducateurs et la disparition de la prévention (l'animation les flics la font).

- Ils étaient ouverts que pour des réunions, soirées, fetes mais cela était rare et surtout réservé aux adultes.

- Le casse des Gerbes a commencé depuis longtemps c'est à dire que les 11 jeunes ne peuvent être les auteurs des dégâts. Tout était cassé avant les vacances.

- A propos des jeunes qui s'éton-



pensons que mettre des mineurs en prison trois jours simplement parce qu'on les a vus dans les Gerbes, n'est pas normal.

LE MELANGE

Ce n'est pas vrai que les 11 ou 10 sont des délinquants récidivistes dont un condamné.

L'auteur de l'article confond (peut-être involontairement) avec une autre affaire qui se passe après.

L'article pour nous montre deux choses :

1° - On veut faire croire que les jeunes qui avaient un local pour leurs loisirs où ils pouvaient se réunir l'ont d'un seul coup détruit pour s'amuser ou se défouler. C'est faux.

2° - Comme à des gosses qui font des bêtises pour le plaisir, on donne une correction, pour les jeunes dits délinquants de 15 à 17 ans il suffirait de cogner un peu plus fort.

On n'est pas d'accord, ni pour les gamins, ni pour nous, les coups ne règlent pas le problème. On sait de quoi on parle.

3

LES P'TITS MOULOTS EN PRISON ○○○

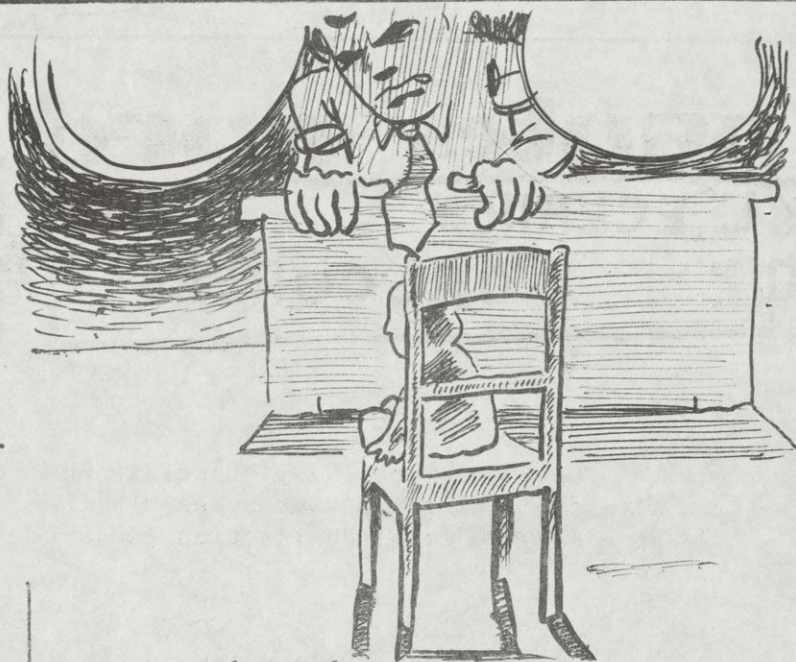
- Le 17 novembre 1977 à 17 heures, deux jeunes mineurs se sont fait ramasser, ils sont restés 24 heures en garde à vue à Waldeck Rousseau, ils ont fait une déposition qu'ils ont signée, même l'un d'eux qui ne sait ni lire ni écrire.

- Le 18 novembre 1977, cinq jeunes, dont deux majeurs sont venus s'ajouter aux deux autres à huit heures du matin et ils ont fait une déposition qu'ils ont tous signée.

- Les deux premiers ont refait une autre déposition juste avant midi, après, casse crôte et flotte pour tout le monde.

- A 16 heures tout le monde est déféré au parquet en fourgon avec les menottes aux mains.

- Tous sont mis dans la salle d'attente, véritable cage à lapins, pendant trois heures.



Chacun leur tour, toujours avec les menottes aux mains, ils sont passés devant le juge d'instruction.

Après avoir signé un mandat de dépôt, chacun s'est retrouvé à la prison sauf un qui a été relâché.

- En passant devant le greffier, qui prend les empreintes digitales et qui prend note des différents biens de chacun (argent etc...) on retire les menottes. Ensuite visite médicale, prise en compte des effets de chacun.

- Après avoir mis le costume de service, ils sont rentrés dans les cellules.

A 19 heures, obligation de se mettre en pyjama.

- Trois jours après, le "maton" vient une première fois et dit de faire le paquetage et que quelqu'un vient les chercher. Après avoir astiqué la cellule, ils sont libérés.

○○○ EN « JUSTICE »

Les gars avaient rendez-vous à 9 H 30, ils ne sont passés qu'à 11 heures. Le tribunal était composé du Président, à sa droite le Procureur de la République et à sa gauche un greffier, à l'entrée, un flic.

ETAIENT PRESENT A L'AUDIENCE

Les trois prévenus, le quatrième étant incarcéré à Angers, des copains et des copines, quelques adultes, les animateurs de la M. J. et deux représentantes du Comité d'Action de la Petite Sensive.

Le Président a appelé chacun des prévenus et la plaignante.

Il a fait une rapide lecture des faits reprochés aux gars. En ce qui la concerne (la plaignante) elle a retiré sa plainte pour le seul majeur des quatre.

Le Président lui a demandé si elle maintenait sa plainte en ce qui concernait les frais occasionnés pour les réparations des dégâts.

Elle n'a pas dit oui tout de suite, elle hésitait. Le Président lui a dit si c'était possible de s'arranger avec les gars pour les réparations.

Elle hésitait toujours. Le Président lui a dit que de toute façon il fallait quelqu'un pour payer les dégâts.

Elle maintient sa plainte. A ce moment là, le Procureur demande une application ferme de la loi en disant que la casse était chose courante dans le quartier.

L'avocat des gars joue sur le fait que la casse des Gerbes a été faite bien avant qu'ils ne se soient faits ramasser, que le seul devis figurant au dossier était celui fait par les ouvriers du Comité et qu'il était contestable car n'importe qui pouvait en faire un, enfin qu'ils étaient tous mineurs et de ce fait, ce serait leurs parents qui seraient obligés de payer.

Par conséquent il demandait l'indulgence du Tribunal car ils étaient tous mineurs.

Les gars ont été condamnés à 400 F. d'amende chacun.

Nous sommes tous sortis de la salle.

CELA N'EST QU'UN DEBUT, D'AUTRES GARS DU QUARTIER SONT ACTUELLEMENT POURSUIVIS EN CORRECTIONNELLE.

PROGRAMME COMMUN et PETIT MOULOTS

Poil au dos!

Vendredi matin, les cellules communistes de Nantes Nord et certains élus communistes ont tenu une conférence de presse à la M. J. de la Géraudière.

Affirmant leur soutien aux jeunes inculpés ils accusent :

"Depuis la disparition des Centres d'Actions Educatives et du licenciement des éducateurs, refusant de faire un encadrement répressif, les jeunes se retrouvent aujourd'hui sans aucune perspective d'avenir.

Le Pouvoir n'a pas trouvé d'autres moyens que de mettre sa police à sillonner la cité plusieurs fois par jour afin de provoquer les jeunes dont le chômage et la misère sont leurs lots actuels.

Après cet article scandaleux (que nous Communistes du quartier appelons "TORCHON" journalistique tant sont dénaturés les faits) paru dans certains journaux notamment "L'ECLAIR" et PRESSE OCEAN, concernant l'attitude de certains jeunes de la Petite Sensive pour les dégâts occasionnés à un local du quartier.

Sans pour autant approuver les gestes des jeunes qui sont concernés dans cette affaire ; nous ACCUSONS le régime actuel et les institutions qui le régissent (entre autres le Conseil

général réactionnaire) de ne pas fournir à la jeunesse les moyens matériels et pratiques indispensables à leur épanouissement.

(Certains jeunes ont passé l'âge de compter les voitures passant sur la rocade, ou de se réunir sur un parking)".

J. Caillaud, conseiller municipal, ajoutait que "la délinquance était le produit du chômage et du manque d'encadrement et qu'un programme commun bien actualisé permettrait aux jeunes de s'en sortir".

Un débat s'organisait alors au cours duquel il apparaissait que le local "cassé" n'était pas accessible aux jeunes. Un éducateur faisait d'ailleurs remarquer que la casse existait surtout dans les locaux fermés, sans structure d'accueil.

On a pu alors percevoir l'hostilité entre la présidente du Comité d'Action de la Petite Sensive (gérant le local cassé) qui s'est portée partie civile pour exiger des jeunes ou de leur famille la réparation des dégâts (Un million d'A. F.) et l'ensemble des jeunes du quartier.

Les personnes présentes exigèrent le retrait de la partie civile, avançant que les dégâts étaient à la charge du département, et lançaient un appel à la solidarité financière pour payer les amendes de police (400 F.)

APL - correspondant

"DÉMOCRATIE LOCALE" SE REBIFFE...

Mairie de Nantes

Nantes, le 6 Décembre 1977.

MLM/GM . 1769

L'Adjoint au Maire

Monsieur le Directeur de publication,

Votre no 8 du 29 novembre 1977 relatif aux P. O. S. semble indiquer, d'une part que la Municipalité n'aurait accepté que de légères modifications des P. O. S., et d'autre part qu'il y aurait des arrières pensées électorales.

Soit vous êtes mal informés, soit vous n'êtes pas objectifs..

Rien n'obligeait la Municipalité à organiser la consultation de ses concitoyens. Les P. O. S. (ex. POS Sud) étaient adoptés avant notre arrivée. Il a fallu obtenir de la préfecture, la remise en cause des POS pour aboutir à la consultation actuelle, dont l'objet est de définir, avec les intéressés, l'avenir d'un quartier.

Autrement dit, l'ancienne municipalité avait adopté un certain nombre de dispositions sans la moindre information. Dans le mépris le plus total de ses administrés.

Il est donc tout à fait inadmissible que vous tentiez de faire naître une sorte de procès d'intention, tout à fait mal fondé.

Le secteur Démocratie Locale auquel j'appartiens, a déjà fait la preuve de sa profonde volonté d'associer la population aux décisions.

Ce secteur, entièrement nouveau, illustre l'état d'esprit de la nouvelle municipalité. Le "vous voyez, on dialogue" de votre page 14 est empreint d'a priori, et j'osais pourtant espérer que l'extrême gauche en était jusqu'alors épargnée.

Quant aux considérations électorales, je me permets de vous indiquer que M. BONDUELLE, candidat de la première circonscription, n'a pas hésité à mettre en place le plan de circulation, dont la première phase passait par la mise en sens unique de la Rue P. Bellamy. Une telle mesure d'importance capitale pour l'intérêt général, n'a pas tant s'en faut, fait l'unanimité du quartier de commerçant riverains, pour lesquels le moindre changement est le bord du précipice de la faillite. Que je sache, la Rue Paul Bellamy est bien dans la première circonscription.

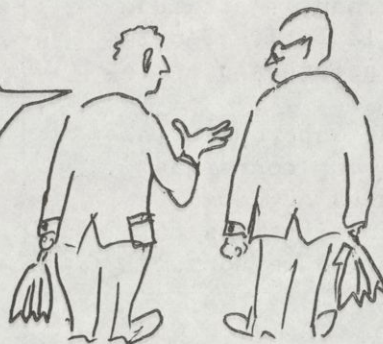
Je souhaiterais donc que votre rôle de journaliste consiste aussi à vous renseigner auprès des personnes, sur le compte desquelles vous écrivez.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur des Publications, l'expression de mes salutations distinguées.

L'Adjoint au Maire,

Michel LE MAPPIAN

Si on ne leur mettait pas de temps en temps les points sur les i, ces jeunes de l'A.P.L raconteraient n'importe quoi ! ..



Vous avez bien fait de leur écrire, mon cher..

INFORMATION

ce n'est qu'un débat Le combat continua !

Dans le débat ouvert à propos de "La Hune", nous avons proposé une réunion publique jeudi 24 novembre sur le thème : "L'A. P. L. et l'information".

La date en avait été fixée en accord avec des membres de "La Hune". A 21 H 30, on nous téléphonait : l'équipe ayant une réunion au même moment... personne ne viendrait...

Le message d'excuse fut plutôt dur à avaler pour la quarantaine de personnes présentes.

Même si la réunion ne devait pas se limiter à un débat "La Hune" / "L'A. P. L.", cela aurait été l'occasion de discuter publiquement des conceptions de l'information existant autour de chaque projet.

C'est raté !

Devant cette absence... le débat s'est donc centré sur l'APL en commençant par un bilan de l'évolution du journal depuis trois mois. Puis la discussion s'est orientée sur certaines "carences" et les moyens possibles pour y remédier.



compte-rendu

1° - Le local devient un lieu de contacts et d'animation :

- téléphone ;
- permanences ;
- partage du local avec le GRIN et PLACE-collectif aménagement ;
- possibilité d'expositions, projections et prévision d'un centre de documentation.

2° - Campagne d'affichage :

- grandes affiches dans la ville ;
- collage des couvertures de chaque numéro autour des points de vente.

3° - Développement de la diffusion :

Jusqu'ici, l'APL se diffusait principalement par un réseau d'abonnés (800), un peu en vente militante, dans quelques kiosques et deux librairies.

Si les abonnements restent stables depuis la rentrée, par contre l'ouverture de nouveaux kiosques (une trentaine actuellement) a permis une augmentation des ventes de 20 %.

◦ exemples de nouveaux kiosques :
Beaulieu - une quinzaine de numéros ;
Procé - cinq numéros.

◦ anciens kiosques : Lanoé et Surcouf - une trentaine de numéros soit 50 % d'augmentation) ; Librairie 71 -

de 40 à 50 numéros soit + 40 %.

◦ exemple de vente militante :
18 numéros vendus à Laving-Clèves.

4° - Lancement d'une souscription

... qui, il faut le dire... a eu bien peu d'écho : 1 500 F. Il faut dire aussi que nous n'avons guère eu le temps d'aller visiter d'éventuels souscripteurs.

Si de nombreux indices témoignent d'une évolution pour le trimestre passé, il faut noter cependant que nous avons des difficultés à sortir de l'agglomération (implantation limitée à Saint Nazaire en particulier).

points faibles

L'A. P. L. apparaît pour beaucoup comme "le journal des luttes" (sic) avec une priorité : donner la parole à ceux qui mènent ces luttes.

"Il y a une crispation du collectif sur ce qui bouge" (sic).

Et pourtant, bien des exemples viennent tempérer cette vision quelque peu restrictive :

- enquête sur le GLOBE ;
- les petites souris du Palais (en ballade pour l'instant ?) ;

evolution depuis 3 mois

- chronique des "accouchements ordinaires" ;

- une amélioration du contenu est perçue par les lecteurs à travers le développement des enquêtes et l'exemple récent du dernier article sur Dubigeon (Cf. APL n° 7) :

de nombreux contacts avec des participants directs et indirects à la grève ayant permis de faire un bilan global du conflit sans tomber dans un ton "donneur de leçon".

Il est vrai qu'il faut remarquer la "légèreté" de certaines rubriques (ex : culture) et l'absence totale de certains thèmes : les faits divers, une information générale sur la situation socio-économique de la région par exemple (par la parution de dossiers).

Il n'y a pas "volonté" de la part du collectif de bloquer ce genre d'enquête mais la démarche présente des difficultés et des dangers :

1° - D'une part, il n'est pas facile de "causer chiffres" ou technique, en conciliant l'intérêt et la facilité de lecture.

"Il ne s'agit pas d'être 'le Monde' (sic) !... (Ben non La page économique et financière, merci!!)".

2° - D'autre part, la spécialisation nécessitée peut donner, de fait, le pouvoir, le privilège, à un discours intellectuel, au dépend de l'expression populaire.

Nous refusons tant le travail d'universitaire, qu'un comportement journalistique.

Sans se leurrer sur l'éventail de ceux qui peuvent aborder des connaissances "techniques", le problème est le suivant : quelle intervention des intellectuels dans l'APL ? Quelle façon de traiter l'information ?

Par conséquent, après une première démarche, il n'y a aucune raison de ne pas publier des "dossiers techniques" ou des enquêtes qui ne soient pas en rapport direct avec des luttes si l'on sait en adapter les formes.

Et même, cela peut, à terme, aller dans le sens d'un développement de l'expression des travailleurs étant donné que c'est mettre à leur disposition des informations qui restent la chasse-gardée de spécialistes avec leurs jargons.

Certains de nos lecteurs ne croient pas à la possibilité d'une extension de l'APL, diffusion plus large pour un public plus large (et qui soit en même temps un public de travailleurs, non une élite intellectuelle).

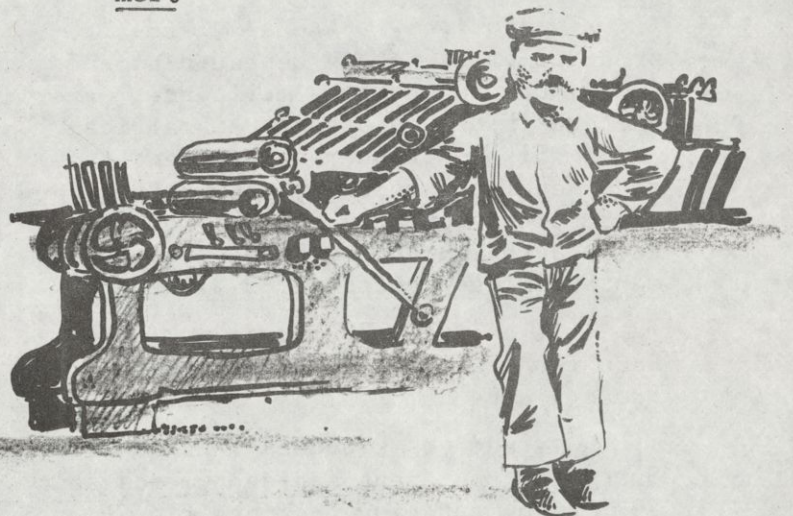
Cette analyse s'appuie sur une réalité : à l'origine, l'APL, tout en se faisant l'écho de certaines luttes populaires, était avant tout un petit bulletin interne des militants d'extrême gauche.

Ça a déjà changé depuis un certain temps. Avec, premièrement, des luttes diverses (comme dernièrement le nucléaire) qui suscitent une participation et un mouvement d'intérêt bien plus larges que l'audience ou l'activité des partis.

Avec deuxièmement, l'évolution depuis deux ans du profil-type de lecteur APL : un pourcentage de notre public demeure l'extrême gauche traditionnelle. Un fort pourcentage aussi, de gens très divers, en général plutôt des travailleurs, qui sont combattifs et recherchent une information de lutte, sans être forcément organisés ici ou là, dans une structure stable.

Ca change encore maintenant, en particulier avec la "désunion" de la gauche, qui offre un nouveau champ de lecteurs insatisfaits des analyses et des perspectives offertes jusqu'ici par les grandes organisations.

Nous n'aurions aucune envie, nous collectif APL, de continuer ce travail, qui est quand même prenant, si nous n'étions pas convaincus d'une chose : des gens comme ceux de Laving-Glances, ou ceux de Cheix en Retz, et bien d'autres que nous aurons à découvrir, peuvent s'exprimer dans l'APL, lire le journal, et nous aider à le transformer.



Au cours de la discussion, des freins à l'évolution de l'APL se sont révélés à plusieurs niveaux:

- une qualité limitée de la présentation due à nos moyens techniques (et financiers) actuels; en particulier, pour tirer l'APL en double format, page pliée, avec donc une présentation plus aérée, plus vivante, il nous trois millions (d'A.F.).

- une diffusion qui deviendra plus lourde à assumer en voulant toucher des secteurs plus étendus;

- une recherche de l'information qui n'est pas sans faille.

Bref, le collectif tient la forme, pour l'instant, mais ses forces ont des limites.

Ni nous, ni les lecteurs ne nous contentons de ce qui existe; par conséquent, nous devons:

- d'une part continuer à bosser;
- d'autre part, pouvoir compter sur une participation plus active des lecteurs et pour cela l'extension du réseau des correspondants (dans les boîtes, les communes) semble un bon moyen.

Alors, on compte sur nous ET sur vous.

- le collectif A. P. L.

La LCR invite les lecteurs du quotidien "Rouge"

- à débattre de la nouvelle formule du journal, des améliorations constatées et souhaitées...

- à organiser la défense de "Rouge" sur les lieux de travail, les lieux publics, à l'approche des prochaines législatives...

MARDI 20 DECEMBRE 20h30 à la MJC de la GERAUDIÈRE

Comme l'ensemble de la presse ouvrière, "Rouge", quotidien de la LCR connaît de graves difficultés financières. "Rouge" a su stabiliser 10 000 acheteurs, soit 30 000 lecteurs. Chiffre important pour un journal d'organisation, mais insuffisant pour une situation financière saine:

- face à la presse Hersant, l'existence d'une presse ouvrière pluraliste est nécessaire

- "Rouge" est un des rares journaux, avec "Libé", à parler des luttes des femmes, des jeunes, des immigrés, des soldats...

- face aux échéances qui viennent, un journal lieu de débats, soutien des luttes, est indispensable.

Pour cela nous faisons appel aux lecteurs de l'APL, pour la liberté d'expression. Souscrivez! Abonnez-vous!

Pour tout contact ou envoi de fric: "Rouge", 2, rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, ou Y. Touchefeu, 20, rue de l'Eraudière, Nantes.

ROUGE

Radio Libre 44 a émis vendredi 2 décembre dans la région de la presqu'île guérandaise.

Cette émission demandée par les sections syndicales CGT - CFDT de Thiriet-Caltin comprenait:

- Une discussion entre les ouvriers de Thiriet-Caltin qui expliquaient l'origine, le déroulement

-- les aspects les plus marquants de leur lutte

-- une intervention des membres du Comité d'action de la presqu'île guérandaise contre la Rocade

L'écho nous renvoie:

"L'émission n'a pu être captée lors de l'écoute collective à l'usine en raison du brouillage. Les flics ont tourné toute la journée; ils ont sûrement pensé que l'émetteur se trouvait dans l'usine. Par contre, sur Guérande l'écoute n'a été brouillée que sur le dernier tiers de sa durée. Le brouillage a été perçu à St. Nazaire... nous avons reçu un ordre d'évacuation de l'usine qui prendra effet samedi soir. Pas mal de gens étant à l'écoute, c'est dommage que le brouillage ait minimisé l'impact de cette émission."

CORR. APL



Thiriet-Caltin
la rocade

A - L'ENFANT VU PAR LA MAITRESSE :

1 - Propreté corporelle:

Bonne - satisfaisante - médiocre - mauvaise
Vêtements : propres - malpropres - (in)suffisants - (non)adaptés - coquets

2 - Traits de caractère :

Spontanéité - timidité - inhibition - heureux de réussir - indifférent - apathique - passif - calme - instable - turbulent - vient volontiers à l'école - larmes - opposition active
Somnolence en classe : oui - non
Mutisme : en classe, en récréation, dans les jeux libres
Fabulation excessive : oui - non
Suce son pouce, ses doigts : oui - non
Ronge ses ongles : oui - non
Se balance sur sa chaise : oui - non

3 - Comportement avec la maîtresse :

Normal - dépendant - affectueux - opposant
Comportement en récréation :
Joue seul - en petit groupe - en bande
Calme - agité - brutal - bagarreur

4 - Main utilisée habituellement :


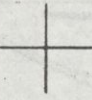

Droite - gauche - ambidextrie
Adresse manuelle : bonne - mauvaise
Sens du rythme : marche - danse - chant - battement des mains
Élocution : normale - bégaiement - mauvaise articulation
Compréhension du Français : bonne - faible

5 - Observations éventuelles :

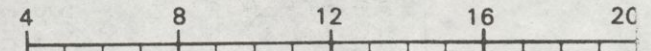
*Fiche P.M.I. :
"repère du développement à 3 ans"*

B - P.M.I.

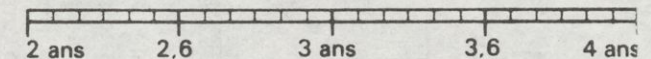
1° Échelle sommaire de Développement

Vocabulaire d'après l'image	Niveau grapho-perceptif	Notion du « moi »	Autonomie motrice
2/18	Imite traits horizontaux Gribouillis = échec	Montre : tête - mains oreilles bouche	Monte, descend seul les escaliers
5/18	Prolonge traits ferme cercle	Se sert : de son prénom « je - tu - moi »	Sait allumer éteindre la lumière électrique
12/18	Imite 	Questionne : pourquoi - comment	Contrôle sphinctérien acquis
15/18	Imite 	Bonhomme « tétard »	Sait boutonner un vêtement
16/18	Imite 	Bonhomme supérieur au « tétard »	Sait s'habiller seul

Nombre de points



Âge de référence



Si l'âge réel est supérieur à l'âge de référence :
de 4 à 9 mois : retard possible
de plus de 10 mois : retard probable

Âge réel > Âge réf. = m

2° Audition

3° Examen, oculaire, strabisme

PROJET GAMIN

Le pouvoir met en place depuis 2 ans dans 33 départements un système de fichage informatique des enfants dès la naissance ("GAMIN": gestion automatisée de la Médecine infantile).

Ces renseignements sont contenus dans le carnet de santé: une fiche pour la C. A. F. permettant de toucher les allocations familiales, l'autre pour la DDASS contenant tous les renseignements d'ordre social (parents immigrés, OS, chômeurs, mère célibataire). Leur traitement par ordinateur permet de retenir les fiches des enfants dits "à risques", sur des critères médicaux et surtout sociaux.

Ce "dépistage" met en évidence des problèmes qui ne sont pas individuels comme on voudrait nous le faire croire, mais directement liés à la nature de la société capitaliste. Il prépare déjà la sélection dans le milieu scolaire et par la suite dans le monde du travail.

LE SGEN-CFDT L.A. COMMUNIQUE

Les enseignants sont directement engagés dans le processus de ségrégation. On nous demande de remplir de nouveaux dossiers scolaires. Dès la maternelle, on veut nous faire cataloguer les enfants de façon définitive, et ce jusqu'à la fin de leur scolarité, sur des critères de comportement, aptitude au travail, goût de l'effort....

L'Assemblée départementale du SGEN-CFDT réunie le 30. 11. 77 décide:

- pour le 1er degré, de refuser de remplir le dossier scolaire.
- pour le 2nd degré, dans une première étape, de ne remplir que la partie donnant les résultats purement scolaires, et d'engager une réflexion sur le système de notation des élèves.
- d'informer toutes les parties concernées (parents, associations de familles) pour intervenir auprès des municipalités afin qu'elles refusent l'achat des nouveaux dossiers.
- de tout mettre en oeuvre pour faire échec à la mise en place ou l'extension du fichage, véritable atteinte à la liberté individuelle et moyen de ségrégation sociale.

MAISONS FAMILIALES

mutant(e)s en formation.....

Une coordination des centres de Préformation et de Formation professionnelle (dépendant de la Fédération Nationale des centres de Formation, elle-même rattachée à l'Union Nationale des Maisons Familiales Rurales) s'est réunie le samedi 19 et le dimanche 20 novembre au Mans.

Des délégations d'élèves de 15 centres étaient présentes et ont débattu d'un certain nombre de questions qui se posent à eux lors de leur formation... Ces questions concernent soit les Pouvoirs Publics (ministère ou

CNASEA), soit la FNCF et l'ensemble de ces centres, soit la coordination et son devenir.

I - En ce qui concerne les Pouvoirs Publics

a) - Pendant notre formation, une place est réservée aux stages... Ces stages sont payés seulement à 30 %... Et pourtant, nous considérons qu'ils font partie intégrante de notre formation... Aussi, nous demandons à ce que nous soyons rémunérés à 100 % pendant le stage par le CNASEA.

b) - Les élèves de centre ont des statuts différents: mutants ou non mutants. Les non mutants sont amenés à payer une

part de scolarité. Est-ce normal?... La formation n'est-elle pas un droit? Et aussi un rapport de plus-value?... Dans cette optique, nous considérons que l'ensemble des frais de scolarité doit être pris en charge par le CNASEA.

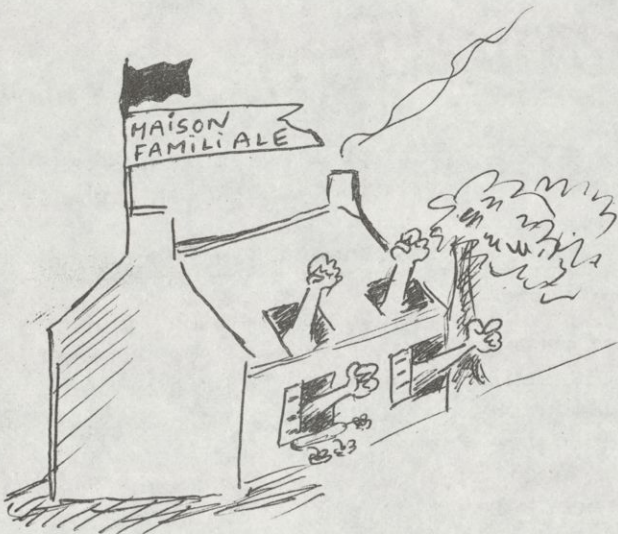
c) - Ces deux points nous amènent à poser le problème de notre statut... Stagiaire ou travailleur (euse) en formation? Pour notre part, nous souhaitons qu'au plus vite un statut de travailleur en formation soit défini.

Présentement, cela signifie que tout travailleur (euse) en formation doit être rémunéré(ée) sur la base de son salaire antérieur avec tous les avantages sociaux (maladie, retraite, chômage, droit syndical...). Pour les aides familiaux ou non salariés, une rémunération équivalente à 120 % du SMIC doit leur être attribuée, ainsi que les mêmes avantages sociaux.

II - Par rapport à la FNCF et les centres

Nous avons aussi fait parvenir un courrier à la FNCF ainsi qu'à tous les Conseils d'administration et à tous les directeurs de l'ensemble des centres où nous abordons principalement deux points:

a) - A la FNCF, adhèrent des centres masculins et des centres féminins avec des enseignements spécifiques... Cependant, de plus en plus de filles n'acceptent plus de n'avoir pour seule perspective les centres féminins. De ce



fait, elles désirent entrer dans les centres de techniciens dits 'masculins'. Mais elles se retrouvent devant des portes fermées ou des sélections draconiennes.

Hommes et Femmes, nous pensons que cette ségrégation est injustifiée, et donc que la mixité doit être un principe sans limites pour l'ensemble des centres. Cela signifie aussi que les centres ne soient plus féminins ou masculins mais qu'ils soient orientés en fonction du débouché professionnel.

b) - Il existe des disparités entre tous les centres au niveau des frais de scolarité et de pension: nous demandons des applications à ce sujet, ainsi qu'une uniformisation de ces frais pour ne pénaliser aucun travailleur, (euse).

III - Notre coordination et son devenir:

Nous étudierons les réponses ou non réponses émanant des Pouvoirs Publics et de la FNCF dans une prochaine réunion que nous tiendrons dans un maximum de deux mois... En fonction de celle-ci nous dégagerons un certain nombre de démarches ou actions pour l'aboutissement de nos revendications.

Cependant, nous ne comptons pas en rester là... En effet, en abordant ces quelques revendications, nous avons commencé à effleurer des réflexions plus fondamentales: le contenu de l'enseignement, l'alternance, l'institution Maison Familiale.

Aussi, nous allons envisager une structuration qui réponde à plusieurs objectifs: - maintenir une continuité dans nos démarches pour l'aboutissement de nos revendications malgré les temps de formation très courts.

- créer un lieu de réflexion à partir de ceux et celles qui sont actuellement dans les centres ou qui y sont passés. Dès à présent, nous nous sommes répartis différents thèmes de travaux.

correspondance apl

JOURNÉES D'ACTION-BIDON

réflexions d'enseignants... sur la conjoncture

La C.G.T., la C.F.D.T. et la F.E.N. appellent à une grève nationale de 24 h pour le 1er décembre. Elles ont donc attendu six mois pour donner une "suite" à la journée nationale du 24 mai qui était elle même la suite à la grève du 7 octobre "grèves reconductibles?...."

Après cette troisième journée de grève en un an et demi où en sera le Plan Barre?

- 1 600 000 chômeurs
- diminution du pouvoir d'achat de 3,5 %
- augmentation des prix en 1977 de plus de 10 % (indice C. G. T.)
- division de la classe ouvrière: mesure Stoléru visant les immigrés.

Les actions du 7 octobre et du 24 mai n'ont RIEN apporté; cette "nouvelle action revendicative unitaire" sera-t-elle suffisante pour ébrécher le Plan Barre?

NON!

Les revendications réelles devant être au coeur d'une mobilisation unitaire des travailleurs sont absentes.

■ Face au chômage une seule revendication:

- partage du travail entre toutes les mains: 35 h par semaine sans diminution de salaire; titularisation immédiate des auxiliaires; abaissement de l'âge de la retraite.

■ Face à la diminution du pouvoir d'achat et à l'inflation:

- échelle mobile des salaires avec indexation mensuelle sur le coût de la vie (étant donné un SMIC minimum de 2200 F par mois)

■ Face à la division de la classe ouvrière:

- droit au travail et droits syndicaux pour toutes et tous.

Face à l'attaque la plus dure portée par le patronat aux travailleurs depuis 20 ans (plan Pinay), QUELLE A ETE JUSQU'A MAINTENANT LA TACTIQUE SYNDICALE?

■ actions diverses ayant pour objectif le grignotage du Plan Barre.

■ aucune consultation des syndiqués pour des modalités d'action contre le Plan Barre.

Cette nouvelle grève ne visant pas l'efficacité n'a pour but que de se substituer à UN AN D'INACTION. C'est pourquoi nous nous refusons à cautionner une telle démarche en participant à la grève du 1er décembre.

La seule riposte efficace au plan Barre ne peut être que:

- COORDINATION ET CENTRALISATION REELLES DES LUTTES.

- GRÈVE GENERALE IMPOSANT LE DEPART DU GOUVERNEMENT MINORITAIRE GISCARD-BARRE SANS ATTENDRE LES ECHEANCES LEGISLATIVES ET DEVANT ENTRAÎNER LA SATISFACTION DES INTERETS DES TRAVAILLEURS.

Des enseignants de Bourg sous la Roche/Rivoli/Jean Moulin



Depuis le début de l'année scolaire 3 centres bretons de la petite enfance fonctionnent en Bretagne: à LAMPAUL-PLUDALMEZEAU, à QUIMPER, et au RELECQ-PLOUNEOUR.

Ces centres, regroupés dans l'association DIWAN (présidée par G.Servat) ont pour objectif d'offrir aux parents qui le désirent une structure d'accueil pour les jeunes enfants, où l'éducation se fait entièrement en langue bretonne.

Pour tout contact, secrétariat "EVID DIWAN", 3 avenue de Richelieu 44100 NANTES

Collectif anti-repression Peuples en Lutte



PRESENTATION

En décembre 75, suite à la rafle policière qui touchait militants Bretons et Occitans, suite à une intervention barbouze en Corse, et aux agissements fascistes au Pays Basque, un certain nombre de militants de ces minorités nationales créaient le Collectif "Peuples en Lutte".

Ce collectif regroupait à titre individuel des militants organisés ou non de Bretagne, de Corse, d'Occitanie, du Pays Basque Nord, ainsi que quelques militants de ces pays en exil de la région parisienne.

Ainsi, de par le contexte entourant sa création et de par la composition de ses militants, le collectif se donnait pour objectif:

- d'informer les populations concernées et les citoyens français des luttes menées par les peuples opprimés.
- de permettre une solidarité agissante à ces peuples et leurs membres contre toute mesure de répression.

Jusqu'à présent, les activités du C.A.P.L se sont concrétisées :

- lors de sa création, par une information généralisée sur la répression qui touchait les militants des minorités nationales sous la forme de plusieurs tracts et communiqués et par un collage d'affiches anti-répression (4000).
- en 1976, par une participation à la défense des emprisonnés Corses passant devant la cour de sûreté de l'Etat qui s'est traduite par un collage massif d'affiches anti-répression corses, en Bretagne et en Occitanie.

- en 1976, par sa participation à la

série de meetings de soutien aux militants Irlandais (avec un représentant du Sinn Fein provisoire).

- en 1977, par un soutien aux militants Bretons en cour de sûreté de l'Etat: manifestation à Montparnasse, à l'émission de musique dans le métropolitain, meeting à Jussieu et au Centre international Protestant.

- en novembre 1977, par la défense d'organisations autonomistes, et d'un comité de soutien à la Palestine, diffamés par la grande presse gouvernementale.



Pour se donner les moyens de réaliser ses objectifs, le CAPL s'est organisé de façon permanente sous la forme suivante:

- un comité permanent dans chaque minorité nationale de l'hexagone. Cette structure permanente se double de militants disponibles à toute demande d'intervention et du soutien de personnalités.
- une coordination de ces comités qui siège actuellement au 386 rue de Valenciennes, PARIS 15°.

DOMAINES D'INTERVENTION

Ils sont de plusieurs ordres :

- la défense des organisations , militants politiques et syndicalistes des minorités nationales contre toutes les campagnes de diffamation et d'intimidation policière ou barbouzière dont ils pourraient faire l'objet.

- la prise en charge de la défense des militants nationalitaires interpellés, inculpés ou condamnés par les autorités policières ou judiciaires , régulières ou d'exception , de l'Etat français.

- une solidarité anti-repression avec les militants et les organisations révolutionnaires ou progressistes travaillant sur le sol des minorités nationales.

- une solidarité anti-repression avec tous les comités de soutien dans l'Hexagone des luttes internationales.

Le CAPL est un organisme d'entraide , d'information et de défense dont la solidarité active s'applique indépendamment des formes de luttes que pourraient choisir ceux qui seraient appelés à en bénéficier.

AUJOURD'HUI

Actuellement, suite à l'affaire de la R.A.F en Allemagne Fédérale , on assiste à une campagne de presse sans précédent contre les mouvements autonomistes et gauchistes même si ceux-ci travaillent actuellement dans la plus stricte légalité.

En France, une certaine presse s'est spécialisée depuis quelque temps dans ce genre de campagne.

Il semble bien que le thème dominant de la politique actuelle soit l'entretien artificiel d'une peur irraisonnée dans la population.

Pour ce faire, elle n'hésitera pas les plus invraisemblables amalgames et à désigner des groupes dont pourtant

tout le monde connaît la stricte légalité de leurs pratiques militantes.

Ainsi , elle amalgame la lutte armée qui se mène en Allemagne Fédérale et en Palestine avec les luttes des minorités nationales en France. Plus encore, le pouvoir en place amalgame arbitrairement les organisations clandestines comme le FLNC , le FLB, le RNB , ETA , Farem Tot Petar, etc.... avec les organisations autonomistes légales , tant corses que bretonnes, basques ou occitanes.

Enfin, précédent très grave, il interprète les soutiens des militants et des groupes politiques de l'Hexagone aux peuples en lutte dans le monde (Palestiniens, Saharais, etc...) comme un prétexte à l'importation de la lutte armée de ces peuples dans l'Hexagone.

Une telle campagne de presse assortie de tels arguments ne peut que préluder à une répression sur les organisations légales des minorités nationales ainsi qu'éventuellement sur les divers comités de soutien aux luttes internationales.



Cette campagne de presse est allée en s'accroissant les vendredi 28, samedi 29 , et dimanche 30 novembre. L'hebdomadaire VSD qui sort à près de 250.000 exemplaires, à cette date , en titrant en première page sur les "Réseaux français du terrorisme international", met en cause directement sur deux pages différentes organisations autonomistes ou d'extrême gauche françaises (dont les cercles Taupes Rouges) .

En particulier, il s'est attaqué , en les présentant comme le pivot central du terrorisme international en France , à deux organisations autonomistes révolutionnaires, POBLE D'OC , STOURM BREIZH , et au collectif des

minorités nationales pour la Palestine. L'article n'hésite pas à incriminer ces trois organisations de tous les attentats autonomistes ou assimilés qui ont eu lieu ces derniers temps.

Face à une telle campagne, qui peut être

grave pour les organisations précitées, par ses conséquences, le CAPL prend en charge toutes les demandes d'informations et de contacts qui pourraient lui être adressées si la répression se précisait.

L'adresse de contact est établie pour l'instant au 386 rue de Vaugirard 75015 PARIS

inorganisés

A la première lettre parue dans APL n°8 appelant à un rassemblement d'inorganisés sur Nantes, une vingtaine de personnes ont répondu.

Pour préciser un peu nos idées, il s'agirait de:

- rassembler des individus (militants compris) isolés sur des points divers ou chacun aura la possibilité d'appeler et de réunir voire mobiliser sur une action qu'il envisage. Cela suppose un droit à la différence entre nous. Ça pourrait aller de l'armée au nucléaire, des luttes ouvrières à la répression terroriste, de la drogue aux luttes à découvrir.

- donner les moyens à tous, à l'aide d'un réseau par lettre, téléphone, ou Radio-Libre quand cela sera possible.

- tenter de briser les "rapports militants".

- Rechercher des actions différentes

Nous appelons à nous écrire le plus rapidement possible pour organiser d'ici Noël une première réunion publique. Cette lettre n'est que quelques idées lancées, il reste à les définir et à les concrétiser ensemble.

ECRIRE (avec timbre pour réponse SVP !) à

RESEAU INORGANISE

APL

26 bis Bd Robert Schuman 44000 NANTES

HALTE AU RACISME !



MANIFESTATION VENDREDI 9 DÉC. 18^H
PLACE DU COMMERCE

Le vendredi 2 décembre, un groupe fasciste a assassiné de sang froid un gardien de l'Amicale des Algériens en France à Paris, en menaçant de commettre d'autres crimes si le Front Polisario ne libérait pas d'autres "otages".

Cet assassinat ignoble et pratiquement étouffé par les organes d'information, alors que l'affaire Schleyer avait mobilisé toute la presse.

Dans la société capitaliste, la vie d'un travailleur immigré n'a pas la même poids que celle d'un patron.

Cet assassinat intervient après une série d'attentats :

Depuis 1971, 75 immigrés ont trouvé la mort, et les responsables de ces assassinats sont toujours restés impunis.

Ce crime intervient après une longue campagne raciste orchestrée par le pouvoir à la suite des mesures racistes de STOLERU. Celui-ci interdisant l'émigration des familles en donnant une prime bidon de retour, veut faire croire que les immigrés sont les responsables du chômage.

Les travailleurs immigrés forment le quart de la classe ouvrière de France. Ce sont eux qui font la majeure partie des travaux les plus pénibles et les plus rentables pour la bourgeoisie, et cela dans des conditions de salaire et de vie inadmissibles.

Environ 300 personnes ont défilé dans

les rues commerçantes du centre ville.

La manifestation s'est terminée devant le foyer SONACOTRA de l'île Beaulieu, avec un appel en arabe, et la lecture d'un poème sur la mort d'une petite fille algérienne MALIKA, tuée par un flic lors d'un interrogatoire il y a quelques années et dénonçant le racisme.

Des réactions de sympathie étaient remarquées le long du cortège (applaudissements) et des passants français et immigrés se sont joints à la manifestation qui criait des mots d'ordres contre le racisme et pour l'unité de la classe ouvrière:

- . TRAVAILLEURS FRANCAIS IMMIGRÉS, UNE SEULE CLASSE OUVRIERE
- . A BAS LES MESURES RACISTES DE STOLERU
- . CRISE, CHOMAGE, C'EST PAS LES IMMIGRÉS C'EST LE CAPITALISME.
- . A BAS LES BANDES FASCISTES.
- . HALTE AU RACISME
- . SOUTIEN A LA LUTTE DU PEUPLE SAHARAOU
- . A BAS L'IMPERIALISME FRANCAIS, TROUPES FRANCAISES HORS DU SAHARA.

- La manifestation était appelée par:
- . HR-OCF (section de Nantes) OCT, PCRml
 - . Association des amis de la république arabe Saharaoui démocratique.
 - . Comité d'information et de défense de victimes de la répression en TUNISIE.
 - . Comité de soutien nantais aux foyers SONACOTRA.
 - . Etudiants progressistes Syriens
 - . Union générale des étudiants libanais en France.
 - . Union générale des étudiants Tunisiens
 - . Union nationale des étudiants Algériens

Contre les jouets guerriers, cet embrigadement des enfants.

Contre la militarisation

Contre la société policière et pénale

Contre le Noël triste des marchands

MANIF DROLE SAMEDI 17 DECEMBRE 1977

15H30 plateau du Change

Manif de Pères et Mères Noël

Sans service d'ordre ni banderolles

Sans mots d'ordre

Pour les programmes coquins

Venez-y déguisés, Apportez votre musique ..

MAN. GAAN. MIB. GRIM.

COURRIER : Chili

A propos de l'article paru dans l'APL no. 9 "St. Herblain: Solidarité avec le Peuple Chilien".

Le correspondant de l'APL est soit de mauvaise foi, soit ignorait de ce que représente l'expérience de l'Unité populaire au Chili: "le passage pacifique au socialisme", cette théorie élaborée à Moscou et qui a mené le peuple Chilien à l'abattoir. Attaquer la Chine sur ses positions après le coup d'état des fascistes, vise simplement à masquer la responsabilité des partis de l'unité populaire, ceux qui ont mené le peuple chilien au massacre. La Chine n'a jamais soutenu l'expérience chilienne de passage pacifique au socialisme, parler de trahison n'a donc pas de sens. La Chine soutient le peuple chilien, mais pas les dirigeants du P C et P S qui ont fait faillite.

A la veille des élections législatives en France, il ne s'agit pas de déformer l'histoire mais d'en tirer les leçons.

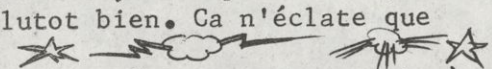
Un lecteur de l'APL

NOCE CHEZ LES PETITS BOURGEOIS

de BRECHT (BERTOLD)

Sur la scène comme dans le titre de la pièce, c'est la noce chez les petits bourgeois ; ça commence guindé mais ça ne dure pas : chacun crache son venin... les mots déchirent mieux que les coups.

En quelques heures, les invités, les mariés, déchainent leur médiocrité et dévoilent tous ce qui fait leurs relations : rancoeur, frustration, jalousie et individualisme aigri.

Les chaises se cassent, les assiettes et les plats volent ; les verres se brisent, mais nous, les spectateurs, on s'en tire plutôt bien. Ça n'éclate que sur scène !  (On reste extérieur au spectacle.) Pourtant on rigole bien devant cette farce acide.

Allez-y, amenez vos voisins de palier, vous pourrez en causer après ...

TOUS LES MARDI A 21 HEURES AU THEATREQUIPE
5 rue du Ballet à Nantes.

reflexions critique sur Winston Churchill

Présentation de la biographie critique de Winston Churchill faite par Jean GUIFFAN le mercredi 14 décembre à partir de 16 heures à la Librairie 71 (29 rue Jean Jaurès à Nantes).

JAZZ

Pour ce concert, Joe Lee WILSON (vocal) sera accompagné par d'excellents musiciens :

- Bobby FEW pianiste ;
- Jack GREGG, contrebassiste ;
- George BROWN batteur.

Pour ce concert de jazz essentiellement négro-américain, dans la meilleure tradition de cette musique, le prix des places a été fixé à 20,00 F. (prix unique)

Location au Hall Lajartre, Passage Pommeraye à Nantes.

REDON - CRIN

Le CRIN Redon organise une semaine antinucléaire d'information et de débat avec : du 12 au 18 décembre :

- exposition permanente au Centre social de Redon ;
- montage diapo commenté le mercredi à 20 H 30 au centre social ;
- film "condamnés à mourir" vendredi 20 H 30 au centre social.

et en final, fest Noz gratuit le samedi soir, 17 décembre, à PEILLAC dans le Morbihan (mais pas loin de Redon).

fest-noz

